L'ABEILLE

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT

PAR BUILLITT, MAGNE & CIE

No. 81, RUE CHARTRES.

Journal quotidien, ... $12
Du Journal paraît pendant la semaine, $10 *payable d'avance*

CANDIDATS WHIGS

MIS PAR LA CONVENTION NATIONALE,

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS

WILLIAM H. HARRISON

DE L'OHIO.

POUR VICE PRESIDENT DES ETATS UNIS,

JOHN TYLER,

DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE ORLEANS

MERCREDI MATIN, 22 JANVIER 1840.

WM H. HARRISON

Les journaux loco-focos s'amusent à plaisanter le Général Harrison sur sa pauvre petite cabane de l'Ohio, ces plaisanteries ne nous surprennent pas le moins du monde de la part des organes d'un parti qui s'engraisse aux dépens du trésor public. Elles sont en quelque sorte un nouvel éloge pour notre candidat. Le général Harrison est pauvre et il a dû en être fier, sa pauvreté d'aujourd'hui est la meilleure preuve de la probité qu'il a déployée autrefois dans les plus brillantes positions. Il y a sous ce rapport chez lui quelque chose qui rappelle les plus beaux exemples de désintéressement parmi les républicains de l'antiquité. Aristide aussi avait commandé des armées, gouverné des provinces; Aristide aussi était pauvre, et les loco-focos d'Athènes le persécutaient aussi des plaisanteries contre Aristide.

MEXIQUE.

Nous avons reçu aux journaux de Mexique jusqu'à la fin de décembre et de Vera Cruz, jusqu'au 4 janvier. Toutes les nouvelles que nous recevons de ce pays sont on trop vagues ou trop contradictoires pour qu'il soit possible de se former une opinion sur la situation de ses affaires. Suivant les uns le gouvernement prépare avec activité un armement considérable contre le Texas et les quelques fédralistes qui sont encore en armes près de Matamoras; suivant d'autres le gouvernement central est paralysé dans ses moyens d'action par la pénurie d'argent qui l'oblige à frapper des contributions de toute nature au risque de compromettre sa popularité; ainsi on ne sait réellement à quoi s'en tenir sur tous ces bruits et force nous est d'attendre des nouvelles plus positives.

En attendant nous soumettons à nos lecteurs la lettre de notre correspondant de la Vera Cruz.

Mais avant de terminer ces courtes observations nous devons repousser le reproche que nous fait le journal officiel de Merlo, d'accueillir avec trop d'empressement les bruits défavorables au gouvernement Mexicain, la prise de Matamoras, par exemple.

Notre premier devoir, nous le croyons du moins, c'est d'enregistrer pour ainsi dire les nouvelles qui nous arrivent de tous les points, afin que le public, qui est aussi bonjique que qui que ce soit en cette matière, puisse prononcer sur leur degré de probabilité. En attendant nouvelles on ne peut repousser que ce qui n'est pas dans l'ordre des choses possibles. Mais n'est une erreur de croire que nous puissions avoir la moindre animosité ni contre les citoyens Mexicains, ni contre leur gouvernement. Nous n'avons jamais oublié que la république mexicaine est une nation amie de la nôtre; et si quelques fois il nous est arrivé de porter sur son gouvernement un jugement sévère, nous l'avons fait consciencieusement, sans aucune comme sans arrière-pensée, et constamment avec plus de modération de langage que lorsqu'il s'est agi d'attaquer notre propre gouvernement.

(Correspondance de l'Abeille.)

VERA-CRUZ, le 4 janvier 1840.

Monsieur,

Ma dernière lettre était du 22 du mois passé; elle vous apprenait la bonne déplorable de notre gouvernement en publiant le loi du 15 0/0 que nous n'apprions plus que les *monstres*. Elle est venue frapper un coup terrible sur tout le commerce en général, car on ne peut pas prévoir jusqu'où pourra aller la monstrueuse loi de mesure qui consiste arbitrairement du 15 0/0 toutes les marchandises qui s'introduisent.

Les agens des puissances étrangères et le commerce de Mexico, ont fait vainement des représentations au président, rien n'a pu lui faire retirer ce décrêt qui doit être dans ce moment mis à exécution dans tout l'intérieur. On n'a accordé qu'un délai de 8 jours.

Et tout cela est pour couvrir les spéculations du président, des sénateurs et des députés. Le gouvernement pense pouvoir pourvoire à la guerre contre le Texas avec les ressources qui lui restent des importations; mais malheureusement il a échoué, à l'avance, la majeure partie de ces revenus, et on considère, comme impossible, que l'expédition puisse arriver jusqu'à Matamoras. Du reste, il n'y a encore rien d'organisé d'une manière positive. On en parle beaucoup, on assure même que Bustamente se mettra à la tête de l'expédition; mais tout cela est incertain.

Les événemens de Matamoras occupent vivement les esprits, on est sur le qui vive; on s'attend à voir paraître d'un jour à l'autre la flotte texienne.

Ils n'ont pas même une embarcation armée à leur opposer.

Le ministre plénipotentiaire espagnol est arrivé depuis un mois à bord d'un brick de guerre espagnol, le Jason. Il a été très bien accueilli à Mexico.

Recevez, Monsieur, mes salutations empressées.

AMERIQUE CENTRALE.

Le navire Pansey, arrivé à New York le 8 courant, a quitté Belize le 16 décembre.

Un décret abolissant la *alcabala*, (droit local qui était perçu sur tout article importé, à chaque vente successive,) a été rendu par le gouvernement de Guatemala. Cette république, cependant, est loin de jouir d'une tranquillité parfaite. Cabonas, général de Morazan, a saccagé un village de l'intérieur dans le commencement de décembre, et aux derniers avis il marchait sur Guatemala.

Les journaux de Belize se plaignent à justetitre des vols nombreux dont se rendent coupables les *coupeurs* de acajou, dans l'Amérique du Centre. Ces incesseurs paraissent avoir adopté un système à peu près semblable à celui de Swartwout et autres. Ils s'engagent à la fois avec douze, quinze, (davantage même s'ils le peuvent) adjudicataires des coupes des bois, reçoivent l'avance de chacun, une partie de leurs gages, et puis sont se réfugier à Truxille.

Une banque sous le nom de *Banco de Guatemala* a été établie à Guatemala. Le but qu'on s'est proposé en créant cette institution est de faciliter et d'étendre les relations commerciales, et d'encourager la circulation des capitaux entre l'Angleterre, l'Amérique Centrale et Guatemala.

Une chambre de commerce a été établie à Guatemala.

Les routes qui vont de Guatemala à Yatapa, Chaquiquen et Yzabal, ont été réparées, et celles des montagnes du Mico doivent être rendues praticables pour les mules et les voitures.

ST-DOMINGUE.

Nous avons reçu hier, par la goélette *Balah*, des journaux de Port-au-Prince jusqu'au 21 décembre; ils ne contiennent aucune nouvelle qui ne soit exclusivement d'intérêt local. Nos lecteurs trouveront dans la partie commerciale de notre feuille le prix-courant de Port-au-Prince. Le *George Pollock*, capitaine Lansette, était en charge pour ce port au départ de la goélette Balah.

CONGRES.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

Séance du 9 janvier.

Plusieurs bills du Sénat sont soumis à la Chambre et renvoyés à des comités spéciaux. Parmi ces bills se trouve celui qui a pour but une discussion si vive dans le Sénat et qui a pour but d'enlever les bois flottans qui se trouvent dans la Rivière Rouge.

M. Cuttit propose de renvoyer ce bill au comité des routes et canaux; M. Vanderpool à celui du commerce. Une discussion s'élève à ce sujet, et la projet a été renvoyé à demain.

M. Abbé Lawrence présente un mémoire des négocians américains arrivant de Canton en Chine, dans lequel ils demandent que le gouvernement envoie un agent pour conclure un traité de commerce avec l'Empire Chinois. Ce mémoire est renvoyé au Comité des affaires étrangères.

Immédiatement après, la question des élections contestées du New Jersey est remise sur le tapis. La Chambre entend M. Botts et Randolph, qui entrent dans de grands développemens. Elle s'ajourne à 4 heures.

SENAT.

Le sénat a s'est occupé que de la discussion du bill ayant pour but l'occupation militaire de la Floride. M. Crittenden parle contre le bill et M. Pierce lui répond vivement. M. Davis que l'on s'attendait voir traiter cette question, n'a rien fait. La discussion a été renvoyée à demain.

Le président transmet un message relatif à la compagnie des banques.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

Séance du 10

La question des élections contestées du New Jersey a occupé toute la séance. MM. Randolph, Smith, Sutzwalner et Cliff se succèdent à la tribune et la Chambre s'ajourne sans avoir rien décidé.

SENAT.—M. Clay de l'Alabama a présenté une lettre de M. Chapman, délégué de la Floride, à l'ouvrage, relative à certaines remarques du docteur Lano sur la question en litige entre le Missouri et l'Iowa. Ces remarques ont paru dans le Globe du 6 du mois. M. Clay a demandé que cette lettre fut renvoyée au comité judiciaire. M. Lucas est défendu d'avoir voulu traiter la question en litige; il n'a voulu, dit-il, que rétablir l'attention du congrès sur ce point important. Cependant après quelques nouvelles remarques, la motion de M. Clay est adoptée.

Le bill tendant à l'occupation militaire de la Floride est mis en discussion. M. Strange parle longuement contre cette mesure, et sur motion de M. Tappan de l'Ohio, cette discussion est renvoyée au lendemain.

RAPPORT DU SENAT.

PRESIDENCE DE M. GARCIA.

Séance du 20 janvier 1840.

SUITE DES DEBATS SUR LE VETO DU GOUVERNEUR.

M. Dreaux.—La question qui se présente est dans mon opinion d'une assez haute importance pour que j'en donne ma voix en faveur de l'amendement, qui se penche en faveur de la promulgation, des bills rejetés par l'exécutif et quoiqu'il y ait peu de chose à ajouter aux arguments du sénateur des Rapides, à ce sujet, cependant il est encore quelque nouveau point de vue nouveau qui peut envoiager le sujet qui nous occupe.

Ce ne sont pas seulement les raisons de mon honorable collègue (M Winn,) qui me portent à voter pour les résolutions qu'il a présentées; il en est d'autres que je m'efforcerai de donner aussi succinctement qu'il me sera possible de le faire.

Et d'abord avant de les énumérer, je crois faire la remarque que le sénateur d'Orléans n'a abordé qu'un seul côté de la question, et qu'il a commis une erreur en donnant à entendre que la constitution a été plutôt rédigée en anglais qu'en français.

J'avoue, ajoute l'honorable membre, que dans mon opinion je avons que le contraire a eu lieu, bien que l'on ait cité l'auteur anglais et le traducteur français. En effet, pour se convaincre de cette vérité il ne faut que réfléchir que la constitution n'était qu'un simple projet de charte avant qu'elle fut soumise à la convention, et que lorsque qu'elle y a été discutée, vingt fois des membres de l'assemblée parlaient le français contre 18 dont l'anglais était la langue maternelle. Et bien qu'en reconnaissant cette position, qui est la plus stricte vérité, il était m'en résoudre quelque avantage, je ne m'en prévaudrai pas; et je m'en tiendrai simplement pour l'objet que je me propose, à ne fait que les deux textes de la constitution ont été écrits et adoptés en même temps et que l'un et l'autre sont également la loi du pays.

En vendra-t-on maintenant à définir à quelle époque ces mots ont été adoptés? Assurément non, mais nous pouvons le faire pour les mêmes, et que dans les mêmes n'est pas un seul individu qui ne sache que la journée commence au lever du soleil. Or cette interprétation étant la seule qui ne puisse donner il serait déraisonnable à nous de nous obstiner à ne pas vouloir le reconnaître.

Ceci posé, je dis que le sénat a le droit de prendre connaissance du veto du gouvernement, et de le discuter, et de le rejeter, et de le renvoyer à la chambre, et de le faire passer, et de le faire passer, et de le faire passer